

A portrait of Mariana Mazzucato, a woman with short brown hair, wearing a black sleeveless top and a long necklace of orange beads. She is standing outdoors with trees in the background.

# AGITATRICE D'IDÉES AU SERVICE DE L'ÉCONOMIE

Bob Simison brosse le portrait de **Mariana Mazzucato**, professeure à l'University College London et ardente défenseuse de l'innovation portée par l'État

**M**ême autour de la table, l'économiste Mariana Mazzucato a déployé ses talents de communicatrice hors pair pour maintenir sa famille occupée à Londres durant le confinement causé par la pandémie.

Chaque soir, dans leur maison londonienne, Mariana et son mari, le réalisateur italien Carlo Cresto-Dina, tiennent à partager un repas en famille, et tout le monde parle un mélange d'italien et d'anglais. Au menu des échanges : école, travail, films et économie.

« Nous discutons d'un sujet, donc tous les soirs, c'est un débat animé entre nous et les adolescents », affirme Carlo Cresto-Dina. Leurs quatre enfants sont âgés de 20, 17 et 14 ans (jumelles). « Durant le confinement, elle a aussi confié aux jumelles un projet de recherche sur le fossé numérique. » C'était, dit-il, « très houleux ».

À l'extérieur de la maison, c'est dans les domaines de l'économie et des politiques publiques que Mariana Mazzucato fait des vagues depuis près d'une décennie. Son principal message : les administrations publiques du monde entier doivent utiliser leur pouvoir pour prendre les devants en matière d'innovation afin d'améliorer l'humanité. D'ailleurs, en ce moment même, elle s'emploie précisément à mettre en pratique ses idées dans le contexte de la crise de la COVID-19, en tant que membre de différents groupes de travail et dans le cadre de son rôle habituel d'agitatrice d'idées au service de l'économie.

« Nous ne pouvons pas régler le problème de la COVID-19, déclare-t-elle, à moins de repenser réellement le rôle de l'État. À quoi sert-il véritablement ? »

Sa réponse controversée : l'État sert à fixer des objectifs ambitieux, à définir les missions nécessaires à leur réalisation, à encourager l'innovation et à y investir, et à encadrer ce processus pour que le public en bénéficie. Cela va à rebours de l'idée reçue moderne selon laquelle l'État sert à réparer les pots cassés et à corriger les déséquilibres du marché les plus flagrants ; mais, qu'autrement, il devrait s'écarter pour laisser les entreprises privées piloter l'innovation.

Ce type de raisonnement a mené à la crise financière de 2007-08 et à la vague de mesures d'austérité nuisibles qui ont suivi, particulièrement en Europe, affirme Mariana.

### Capacités gouvernementales « érodées »

« Tout ce que je voyais, c'était des coupes dans les services sociaux et les investissements publics, au nom de l'innovation », explique-t-elle. En tant que spécialiste dans le secteur de l'innovation, Mariana Mazzucato était scandalisée. Dans son livre paru en 2013, *L'État entrepreneur : Pour en finir avec l'opposition public-privé*, elle plaide en faveur d'une nouvelle réflexion sur le rôle de l'État. Elle y soutient qu'une grande partie de l'innovation du secteur privé dans les soins de santé, la technologie et d'autres domaines repose sur la recherche financée par l'État, recherche dans laquelle les entreprises privées ne peuvent pas investir ou

qu'elles rechignent à mener. « Si je n'avais pas vu les souffrances sur le terrain, je ne suis pas certaine que je me serais engagée sur cette voie », confie-t-elle dans un entretien.

Les différents niveaux de souffrance infligée par la pandémie dans diverses parties du monde étayent cet argument, affirme Mariana. L'Italo-Américaine de 52 ans est professeure d'économie spécialiste de l'innovation et de l'utilité publique à l'University College London (UCL), où elle y est également la fondatrice et directrice de l'Institute for Innovation and Public Purpose (Institut pour l'innovation et l'utilité publique).

« Les capacités de l'État se sont véritablement érodées à cause de la conception étroite que nous avons du rôle qu'il doit jouer, dit-elle. Si l'intervention de l'État ne sert qu'à remédier aux défaillances du marché pour qu'il doive ensuite se retirer, alors il n'y a pas beaucoup d'incitation à investir dans les processus de création du savoir qui permettent la co-création de valeur. » Le Royaume-Uni et les États-Unis en sont des exemples particulièrement frappants : les dirigeants politiques ont éliminé le financement de la santé publique et ont dévalué l'État lui-même, sapant la confiance du public ainsi que la capacité des pouvoirs publics à riposter aux crises.

En revanche, les gouvernements de plusieurs nations beaucoup plus petites et beaucoup moins nanties ont riposté plus efficacement à la pandémie que l'Amérique ou la Grande-Bretagne, affirme Mariana. Elle cite notamment le Viet Nam, l'État du Kerala dans le Sud-Ouest de l'Inde, la Nouvelle-Zélande et le Danemark, qui ont consenti, au fil du temps, des investissements conséquents dans les capacités étatiques et qui étaient mieux en mesure de gérer la crise sur les plans des mesures de confinement, de la fourniture d'équipements de protection et de l'obtention de la confiance des citoyens.

### Dotée d'une mission

Depuis la publication de *L'État entrepreneur*, Mariana Mazzucato est peut-être l'une des économistes les plus médiatisées au monde. En 2018, elle a élargi le débat dans *The Value of Everything: Making and Taking in the Global Economy* (La valeur de tout et de chaque chose : création et extraction de valeur dans l'économie mondiale).

Elle est devenue incontournable sur les chaînes d'informations télévisées britanniques. Elle a été l'invitée de CNN, de PBS, et de l'émission de radio populaire de la BBC, « Desert Island Discs ». Elle a donné des conférences TED cette année ainsi que l'année dernière. Elle signe régulièrement des tribunes dans des journaux tels que le *Financial Times* et *The Guardian*. Elle s'est vu consacrer un portrait dans des publications telles que *Wired*, *The Times of London*, *The New York Times*, *Financial Times*, *Quartz* et *Fast Company*.

Chemin faisant, Mariana Mazzucato a récolté une poignée de récompenses en sciences économiques et elle est devenue une conseillère très recherchée des décideurs. L'Afrique du Sud, l'Italie et le Vatican ont retenu

ses services au sein de groupes de travail sur la COVID-19. Elle est conseillère auprès du gouvernement écossais dans le domaine de l'économie, de l'Organisation de coopération et de développement économiques en matière de croissance, de la Norvège dans le domaine de la politique de recherche, et de l'Union européenne pour la recherche et l'innovation.

Née à Rome, Mariana arrive aux États-Unis à l'âge de cinq ans lorsque son père, physicien nucléaire, accepte un poste au Laboratoire de physique des plasmas de Princeton. Elle a appris la cuisine et la pâtisserie italiennes avec sa mère, qui enseignait l'art culinaire. Après avoir terminé ses études secondaires dans une école publique de Princeton, au New Jersey, elle a fait ses études de premier cycle à la Tufts University, dans le Massachusetts, suivies d'un doctorat en sciences économiques à la New School for Social Research de New York. Elle a travaillé au Royaume-Uni pendant la majeure partie des 20 dernières années, avant d'occuper son poste actuel depuis 2017.

« Elle a changé le débat sur le rôle de l'État », affirme Gregor Semieniuk, professeur d'économie au campus d'Amherst de l'Université du Massachusetts, qui a fait ses études postdoctorales avec Mariana Mazzucato à l'Université du Sussex à Brighton, en Angleterre. « Elle sait faire valoir avec éloquence l'idée selon laquelle l'État peut faire partie de la solution plutôt que d'entraver le progrès. »

Dans *L'État entrepreneur*, Mariana rappelle le rôle de l'administration américaine dans le financement de la recherche pharmaceutique qui aide les fabricants de médicaments à mettre au point de nouveaux traitements ; ou, encore, dans le développement de technologies qui sous-tendent l'iPhone d'Apple et les produits connexes. Elle soutient que l'État peut encourager l'innovation, qui conduit à la création d'emplois, à la croissance économique et à de grandes améliorations du bien-être social. Le professeur cite souvent à titre d'exemple la mission de l'administration américaine des années 60 destinée à envoyer des humains sur la Lune, et qui avait déclenché une vague d'innovation dans des dizaines de domaines.

## Face aux détracteurs

Naturellement, tout le monde n'adhère pas à la thèse de Mariana Mazzucato. Pour l'économiste Arthur Diamond, de l'Université du Nebraska, à Omaha, celle-ci s'apparente trop à une politique industrielle centralement planifiée, qui, selon lui, ne fonctionnera pas parce que l'État est, de par sa nature, incapable de favoriser l'innovation. Dans son ouvrage de 2019, *Openness to Creative Destruction: Sustaining Innovative Dynamism* (Ouverture à la destruction créatrice : soutenir le dynamisme novateur), il avance que ce sont les entrepreneurs qui sont le fer de lance de l'innovation, car ils sont profondément engagés dans leurs projets et capables d'exploiter des découvertes fortuites, de suivre leur intuition et de tirer parti des bons vieux tâtonnements.

« Les décideurs des autorités gouvernementales ne seront pas aussi captivés par ces sujets, ne disposeront pas des informations

détaillées et ne seront pas en mesure de suivre leur intuition pour trouver des solutions novatrices », affirme Arthur Diamond.

Alberto Mingardi est peut-être le détracteur le plus sévère de Mariana Mazzucato. Historien de la pensée politique qui enseigne à l'Université IULM et directeur général du laboratoire d'idées italien sur le libre marché, l'Istituto Bruno Leoni, tous deux à Milan, il a publié, en 2015, une critique de 23 pages de *L'État entrepreneur* accompagnée d'une liste de 32 références bibliographiques. « Les arguments avancés par Mazzucato sont fondés sur des bases peu solides », écrit-il, en ajoutant qu'elle « ne parvient pas à prouver que les interventions précises de l'État, dont elle salue l'utilité, visaient délibérément à obtenir les résultats particuliers en question ».

« À mon avis, d'après la manière dont elle développe sa thèse dans *L'État entrepreneur*, il en ressort essentiellement que l'investissement militaire dans la technologie a eu des retombées positives sur l'économie civile, dit-il dans un entretien. Toutefois, elle prétend que ce ne sont pas des retombées positives, mais plutôt le fruit de politiques directionnelles, et elle ne prouve pas sa thèse. »

Mariana Mazzucato estime que de tels détracteurs font abstraction du bilan des pouvoirs publics en matière de soutien aux nouvelles technologies durant les phases précoces et risquées du processus d'invention. Steve Jobs d'Apple et Bill Gates de Microsoft ont reconnu qu'ils faisaient fond sur les avancées réalisées par des organisations financées par l'État, explique-t-elle. La Defense Advanced Research Projects Agency (Agence pour les projets de recherche avancée de défense) de l'administration américaine avait été créée il y a 62 ans pour prendre des risques, et la recherche qu'elle a menée a permis de jeter les bases de la majeure partie des technologies de l'information et de l'Internet modernes, ajoute Mariana.

« Si l'État est si peu apte à agir sur des intuitions et à exploiter des découvertes fortuites, comment expliquer alors que l'État américain dépensait des milliards de dollars pour mettre au point le système GPS bien avant qu'il ne commence à soutenir des compagnies de taxi valant des milliards de dollars ? », demande-t-elle. « Si Uber incarne la perturbation créative, comment est-il possible que cette société dépende si complètement d'une innovation entièrement soutenue et développée par l'État ? »

Mariana réfute également l'idée voulant qu'elle préconise une planification centralisée.

« C'est l'État qui devrait plutôt donner une orientation à l'économie, en faisant les investissements nécessaires dès le début, mais aussi en encadrant le processus pour faire en sorte que les citoyens en retirent des bénéfices, dit-elle. Cela signifie qu'il faut veiller à maîtriser les abus de droits de brevets et à ce que le prix des médicaments reflète le financement public sous-jacent afin que le contribuable ne paie pas deux fois. » Elle soutient que cela requiert une démarche fondée sur le  *façonnement* , et non sur la correction du marché.

Mariana Mazzucato a écrit *The Value of Everything*, dit-elle, « parce que, même si les idées que j'ai exposées dans *L'État*



*entrepreneur* ont vraiment fait du chemin et ont finalement mené à de véritables changements de politiques dans de nombreux pays, il fallait s'attaquer de front aux principes sous-jacents, à savoir qui est créateur de richesse, surtout les ramifications pour les théories économiques fondamentales sur la « définition de la valeur ».

### Travailleurs essentiels sous-valorisés

La pandémie a mis ce problème cruellement en lumière, car de nombreux travailleurs jugés les plus essentiels figurent aussi parmi les moins bien rémunérés : employés de supermarchés, chauffeurs de livraison, infirmiers et aides-soignants. Cela témoigne en partie de distorsions de l'économie liées à des calculs comptables : les calculs du PIB comprennent les services financiers parce qu'ils génèrent des frais même s'ils ne créent rien de nouveau, mais il est difficile d'attribuer une valeur à un système de santé publique ou d'éducation publique solide, explique Mariana.

« Nous devons valoriser les pans essentiels de l'économie et leur attribuer les ressources nécessaires, affirme-t-elle. La valeur n'a pas été partagée avec les travailleurs, ce qui signifie que les salaires réels ont stagné par rapport à la croissance de la productivité. » Dans son deuxième ouvrage, Mariana Mazzucato note que, alors que l'économie américaine a triplé de taille, les salaires ajustés en fonction de l'inflation n'ont pas bougé en quatre décennies.

Tandis que les pouvoirs publics consolident leur économie et renflouent les entreprises dans cette conjoncture de pandémie, ils devraient user de leur influence pour faire pencher la balance de manière importante, estime Mariana. Selon elle, les subventions et les prêts devraient être assortis de conditions d'octroi strictes. En échange d'un sauvetage, par exemple, les compagnies aériennes devraient être tenues de réduire leurs émissions de carbone.

Dans une tribune du *New York Times* du 1<sup>er</sup> juillet, Mariana a plaidé en faveur de « dividendes aux citoyens » et de participations détenues par l'État dans les entreprises liées à un financement public. « Cela reviendrait simplement à reconnaître qu'il serait profitable pour l'État — investisseur de premier recours — de raisonner davantage comme un investisseur en capital-risque en matière d'objectifs sociaux tels que la transition vers une économie verte », écrit-elle.

« La course au vaccin contre le coronavirus constitue une belle occasion à saisir », continue-t-elle d'expliquer dans l'article. « Le prix payé par les citoyens pour des produits pharmaceutiques ne reflète pas l'énorme contribution publique à la recherche médicale, qui s'élevait à plus de 40 milliards de dollars en 2019. La fixation du prix des vaccins contre la COVID-19 doit prendre en compte les partenariats publics-privés qui s'appuient sur la recherche financée par des fonds publics ; et il faut veiller au partage, dans un réservoir commun, des droits de brevets relatifs au vaccin contre la COVID-19, et à ce que ce vaccin soit gratuit et accessible à tous. »

### Formation des fonctionnaires

Dans le bâtiment de six étages situé sur la place Russell Square à Londres, qui héberge depuis deux ans et demi l'Institute for

Innovation and Public Purpose, l'équipe de 30 personnes de Mariana Mazzucato développe un programme de master en administration publique axé sur l'innovation, les politiques publiques et l'utilité publique. L'économiste entend former des fonctionnaires pour qu'ils mettent en œuvre ses idées au sein de l'administration publique. Grâce à un budget constitué de revenus tirés de l'enseignement, de subventions de recherche et de services de conseils en politiques publiques, l'Institut a déjà aidé l'Écosse à mettre sur pied une banque nationale d'investissement, l'Union européenne à adopter un cadre de recherche et d'innovation orienté sur des missions, et le Royaume-Uni à élaborer une stratégie axée sur l'industrie et l'innovation.

Les principales contributions de Mariana Mazzucato ont été de remettre en question les idées admises entourant le rôle de l'État, de souligner le décalage entre la valeur et le prix, et de rétablir le lien entre théorie et pratique grâce à ses travaux auprès des pouvoirs publics, affirme Carlota Perez, une chercheuse anglo-vénézuelienne spécialisée dans la technologie et le développement socioéconomique. Professeure honoraire à l'Institut fondé par Mazzucato, elle est l'auteure du livre, paru en 2002, *Technological Revolutions and Financial Capital: The Dynamics of Bubbles and Golden Ages* (Révolutions technologiques et capital financier : dynamique des bulles et des âges d'or).

« C'est une femme très brave que de vouloir affronter le puissant establishment économique, qui a continué d'épouser le fondamentalisme de marché malgré son incapacité répétée à identifier les bulles, à prédire les krachs et à dispenser des conseils permettant de développer des politiques réellement efficaces », affirme Carlota Perez. Qui plus est, Mariana Mazzucato se distingue dans une profession où les femmes ont longtemps été sous-représentées. « C'est une star, un excellent modèle de ce qu'une femme peut accomplir. »

Pour sa part, Mariana estime que son travail est loin d'être achevé. Cette fois-ci, il n'y a eu pour l'heure que peu d'échanges sur les compressions budgétaires comme remède aux économies mondiales frappées par la pandémie. Cependant, elle lance un avertissement.

« Soyez prudents », dit-elle. Même si les gouvernements ouvrent les vannes du budget pour riposter contre les pressions à la baisse induites par la pandémie, « ne présumez pas que cela signifie qu'il n'y aura pas d'austérité ». La Grande-Bretagne parle déjà de « partage du fardeau », autrement dit, les administrations locales pourraient être tenues de rembourser les fonds avancés par l'administration centrale, explique-t-elle.

« Cela se traduirait par des coupures dans ces mêmes services, systèmes et structures dont nous semblons avoir pris conscience de l'importance essentielle durant la pandémie. La bataille qui nous attend est immense. » **FD**

**BOB SIMISON** est un auteur et rédacteur indépendant qui a travaillé au *Wall Street Journal*, au *Detroit News* et chez Bloomberg News.